S'il y a eu des inspecteurs fédéraux qui sont venus faire des enquêtes, je ne crains pas de dire, sous mon serment, qu'ils n'ont pas fait leur devoir et qu'ils ont faussé leurs rapports en ne faisant aucun effort pour découvrir la vérité.

D'abord, notre député, M. Charles Belec, dans le grand discours qu'il vient de faire, a osé déclarer publiquement que nous avions un hôpital bien outillé; je lui dis, sous mon serment...

Monsieur Essiambre se sert ici d'expressions que je ne citerai pas, mais il donne un démenti catégorique et formel aux paroles de l'honorable député de Pontiac.

...nous n'avons pas d'hôpital et nous n'avons pas même de médecin. Quoique étant un pauvre colon, je me permettrai de dire à notre député, M. Charles Belec...

Je ne citerai pas ici non plus les expressions de M. Essiambre.

...qu'il devrait être le défenseur en Chambre de ses électeurs et de cette façon nous ne serions pas obligés de nous adresser à un député étranger pour demander en notre nom le pain de la charité pour nous et nos familles.

Assermenté devant moi, le deux mai de l'an de Notre-Seigneur mil neuf cent trente-trois, à Rouyn, devant

(Signé) Nelson Pinder,

Commissaire de la Cour supérieure pour la province de Québec, district d'Abitibi.

Je signe,

(Signé) Marcel Essiambre.

J'ai pris la peine de m'adresser au ministère des Postes pour faire confirmer les déclarations de M. Essiambre au sujet de la malle, et voici ce que m'a écrit, en date du premier mai courant, M. Maurice Grondin, secrétaire particulier de l'honorable ministre des Postes:

Monsieur Jean-François Pouliot, M.P.,
Chambre des Communes,
Ottawa.

Cher monsieur Pouliot,

Sur instructions de l'honorable M. Sauvé, je vous accuse réception de la lettre que vous lui adressiez le 28 du mois dernier au sujet du service des malles Rivière-Solitaire-Rouyn.

Il n'y a pas encore de bureau de poste installé à la Rivière-Solitaire. Une demande pour l'ouverture a cependant été faite, mais les arrangements nécessaires ne sont pas encore conclus.

Or, comme le recueil d'adresse publié par le ministère des Postes est arrangé par le bureau de poste, c'est pour cette raison que ce recueil n'a pas encore été fait.

Quant au transport des correspondances, des soumissions furent demandées pour un service semi-hebdomadaire entre Rivière-Solitaire et Arntfield. Le contrat n'a pas encore été accordé.

Veillez bien me croire,

Votre tout dévoué,

(Signé) Maurice Grondin,

Secrétaire particulier.

Je trouve révoltant, monsieur l'Orateur, que les 2,800 personnes qui résident à la Rivière-Solitaire, depuis le mois d'octobre dernier, n'aient pas encore le service de la poste. Est-ce pour empêcher ces pauvres gens de trans-

[M. Pouliot.]

mettre au dehors leurs plaintes légitimes sur la manière dont ils sont traités par les gouvernements et les municipalités? Si c'est pour cette raison, il n'y a pas que M. Essiambre qui se plaigne. J'ai reçu également une plainte de M. Joseph-Donat Valiquette, par un télégramme daté de Rouyn, mais ce monsieur réside à Mont-Bayard, près de la Rivière-Solitaire. Ce télégramme m'a aussi été envoyé, le 27 avril dernier, "collect".

Jean-François Pouliot, M.P.,
Ottawa, Ont.

Ma famille et moi-même plus rien à manger. Vous demande de vous lever de votre siège de député et demander pour nous au Gouvernement de nous donner de la nourriture. Mes enfants sont bien faibles. Eris aujourd'hui.

J.-D. Valiquette.

Affidavit assermenté

Je, Joseph-Donat Valiquette, anciennement de Montréal, père de quatre enfants, arrivé le 6 octobre l'an passé à la Rivière-Solitaire, Témiscamingue, fais serment sur les saints Évangiles et déclare ce qui suit:

J'ai quitté Montréal le 6 octobre dernier pour venir m'établir à la Rivière-Solitaire comme colon sous le système de \$600. Rendu à la Rivière-Solitaire, j'ai décidé de prendre mon terrain à Mont-Bayard, qui est la paroisse voisine, situé à 12 milles de la Rivière-Solitaire.

Mon compte, d'après ce qu'on me dit, est rendu à \$499. Alors le magasin Côté Ltée refuse de me donner de la nourriture pour ma famille et moi-même. Quand je suis parti de chez moi ce matin, ma femme n'avait que la moitié d'un chaudron de fèves et du pain. Nous vivons depuis environ quinze jours rien qu'aux fèves bouillies dans l'eau, sans graisse ni lard.

Nos chaussures sont toutes en lambeaux. Nous avons encore de la farine et des fèves pour environ trois ou quatre jours.

Je m'adresse à M. Jean-François Pouliot, M.P., pour qu'il se lève en Chambre de son siège de député et demande au gouvernement fédéral de voir à nous donner de la nourriture pour nous empêcher de mourir de faim.

Voici les noms de quelques familles qui, comme moi, souffrent de la faim. Ces familles demeurent à Mont-Bayard: Les familles Gravel et Gagnon, et plusieurs autres dont je ne me rappelle pas les noms.

Assermenté devant moi, ce 26 avril 1933 à Rouyn, Qué.

(Signé) Nelson Pinder,

Commissaire de la Cour Supérieure pour la province de Québec, District d'Abitibi.

Je signe,

Joseph-Donat Valiquette,

Mont-Bayard, Témiscamingue, Qué.

(Signé) J.-D. Valiquette.

(traduction)

Une VOIX: Adopté.

M. POULIOT: Je tâche toujours de me montrer patient envers ceux qui m'interrompent ou posent des questions quand j'ai la parole, mais l'autre jour, quand je disais que c'était un crime que de laisser nos enfants mourir de faim, des députés de la droite ont crié: "Hourra!" On peut les excuser de n'a-